



## COMMUNIQUE DE PRESSE

# Un premier mai unitaire, solidaire et revendicatif

Existe-t-il un meilleur symbole que le premier mai, journée internationale de revendications des travailleuses et travailleurs pour que partout dans le monde soient portées nos exigences de paix, de liberté, et de fraternité entre les peuples ?

Sur toute la planète, les salariés sont confrontés toutes et tous à la crise sanitaire avec ses ravages et ses privations de libertés individuelles et collectives. Ce sont les oubliés, les invisibles de nos sociétés qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur vie, pour satisfaire les besoins urgents et vitaux des populations.

Cette pandémie mondiale entraîne déjà une aggravation sans précédent de la crise économique. Les inégalités sociales et le chômage explosent.

Nous ne paierons pas cette crise ! En agissant pour la satisfaction de nos revendications, établissons la justice sociale et la solidarité.

Face à cette urgence environnementale et sociale imposons la relocalisation des industries indispensables aux besoins de la population.

Des masques, des tests de dépistage, des Equipements de Protection Individuelle, du matériel et des médicaments doivent être disponibles tout de suite pour l'hôpital, les EHPAD et tout le système de santé publique. Il faut stopper les restructurations, les suppressions de postes et la réforme « ma santé 2022 ».

L'école ne doit pas être la garderie du MEDEF ! La reprise des écoles, collèges et lycées le 11 mai n'est annoncée que pour reprendre la course aux profits qui conduira à un redémarrage de l'épidémie. Nous soutenons le combat unitaire des organisations syndicales enseignantes et de parents qui exigent dans le département « un dépistage généralisé aux personnels et aux élèves comme préalable à toute reprise d'activité qui dans les conditions actuelles est inacceptable ».

Sans garantie de sécurité, il ne peut y avoir de reprise du travail. Le droit de retrait doit être respecté et le chômage partiel ne doit entraîner aucune perte de salaire, primes comprises.

Le gouvernement utilise la crise sanitaire comme prétexte pour remettre en cause les droits des salariés : congés, durée du travail, RTT, repos hebdomadaire. Nous exigeons l'abrogation de ces ordonnances pour le privé et le public tout comme le retrait définitif des réformes des retraites, de l'assurance chômage et de la Fonction Publique. De même, nous n'accepterons aucune remise en cause de la Sécurité Sociale, garante de l'égalité et de la solidarité.

Nos emplois et nos vies valent mieux que les profits. Pendant la crise sanitaire, les dividendes des grandes entreprises doivent être réquisitionnés et l'ISF rétabli et, pour les salariés, les suppressions d'emplois et les licenciements doivent être interdits, les contrats précaires reconduits.

L'heure n'est pas au pacte social avec ce gouvernement. Nous continuons à agir ensemble, aujourd'hui et demain, pour nos revendications de progrès et de justice sociale, dans l'intérêt des salariés.

Vive le premier mai !